

## **Communiqué de presse**

**Stater Sozialisten**

7 mars 2022

Face à la crise actuelle du logement et à la flambée des prix du logement partout dans le pays et en particulier sur le territoire de la Ville de Luxembourg, les Stater Sozialisten ont invité aujourd’hui à une conférence de presse. Le rendez-vous a été donné rue Annette Schwall-Lacroix, à Merl, sur un terrain constructible, appartenant à la Ville de Luxembourg.

Dans le contexte d'un manque important de logements abordables, les Stater Sozialisten revendiquent la prise de responsabilité de la VDL en matière de construction de logement abordable. Cette prise de responsabilité s'impose d'autant plus que, selon la dernière étude de l'Observatoire de l'Habitant, la Ville est le deuxième plus grand propriétaire foncier du pays

Pour le LSAP, la Ville dispose donc d'ores et déjà de leviers importants pour mener une politique volontariste qui permettrait de créer davantage de logements abordables. Les Stater Sozialisten revendiquent donc la construction de 100% de logement abordable sur les terrains constructibles dont la VDL est propriétaire. Pour eux, la municipalité doit rester propriétaire 100% des logements abordables ainsi créés. En plus, lors de négociations avec des promoteurs, une adaptation du PAP visant à augmenter la surface habitable d'un projet ne devrait être autorisée qu'en contrepartie d'une part plus importante de logements abordables.

Afin de pouvoir donner un exemple précis, les membres des Stater Sozialisten, représentés par leurs Co-Présidents Luc Decker et Mélanie Troian, leurs Conseillers communaux Gabriel Boisante et Tom Krieps et la membre du Comité de la section Maxime Miltgen, ont donné un premier coup de pioche symbolique sur le terrain à Merl, dont le PAP date de 2014. Ce terrain sur lequel environ 50 logements peuvent être construits se prête de manière idéale, à la mise en œuvre de ces revendications et cela « si Mme la Bourgmestre le veut bien » déjà à partir de demain à #100%abordable.

Selon les Stater Sozialisten la crise du logement actuelle s'annonçait déjà il y a vingt ans. Or, à cause du manque d'intérêt politique de la majorité actuelle de créer plus de logements abordables, cette crise n'a pas pu être anticipée. La preuve de ce manque d'intérêt est apportée notamment par le rejet d'une motion de l'opposition portant sur l'augmentation du taux de l'impôt foncier sur les terrains à bâtir à des fins d'habitation sur le territoire de la Ville.